

# ÉVALUER LA PARTICIPATION CITOYENNE DE SON TERRITOIRE : POURQUOI ET COMMENT ?



Motoco, Mercredi 21 octobre 2020, 11h-12h45

ATELIER ORGANISÉ PAR PAR DÉCIDER ENSEMBLE,  
DÉMOCRATIE OUVERTE ET L'ICPC



L'évaluation reste encore un angle mort dans la participation citoyenne. Car, souvent, les praticien·ne·s de la participation manquent de repères pour se lancer dans une telle démarche. Alors, par où commencer pour évaluer une politique participative ? Qu'est ce qui compte ? Sur quoi baser son évaluation ? Qui impliquer et de quelle manière ? Enfin, à quelles conditions une évaluation peut-elle avoir un effet sur les pratiques participatives, la gouvernance mais aussi sur le territoire dans son ensemble ? Sans chercher à concocter une recette miracle, cet atelier vous propose de discuter de quelques ingrédients incontournables pour mener

l'évaluation d'une politique participative, voire plus globalement du fonctionnement de la démocratie d'un territoire.

Avec l'intervention de :

- **Pierre-Yves Guiheneuf**, Délégué général de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne (ICPC)
- **Sarah Grau**, Co-directrice de Décider ensemble
- **Armel Le Coz**, Co-fondateur et coordinateur de Démocratie ouverte
- **Émeline Perrin**, Chargée de mission à l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne (ICPC)



**L'évaluation reste encore un angle mort dans la participation citoyenne.** Car, souvent, les praticien·ne·s de la participation manquent de repères pour se lancer dans une telle démarche. Alors, par où commencer pour évaluer une politique participative ? Les démarches d'évaluation des dispositifs participatifs sont souvent jugées utiles mais elles restent trop peu fréquentes. Qu'est-ce qui pose difficulté dans la mise en œuvre d'une évaluation ? Comment lever les blocages ? Finalement, comment caractériser une démocratie « qui fonctionne bien » dans un territoire ? Cet atelier a réuni une trentaine de personnes qui ont travaillé en quatre sous-groupes pour répondre à ces questions.

Trois recommandations ont été soumises aux participant·e·s, qui ont déterminé ce qui poserait difficulté dans leur mise en œuvre, et comment y remédier.



### ■ FIXER COLLECTIVEMENT LES PRIORITÉS DE L'ÉVALUATION

Avant de se lancer dans l'évaluation, il est préférable de **définir ce qu'on en attend**, de façon à dessiner la démarche évaluative en fonction d'**objectifs clairs**. Il est également préférable que **ces objectifs soient partagés**. Facile ou pas facile ?

#### LES DIFFICULTÉS :

- **Les parties prenantes ont des objectifs différents.** Les approches de l'évaluation diffèrent : les élu·e·s sont souvent attaché·e·s au quantitatif, les professionnel·le·s au qualitatif.
- **Comment identifier toutes les parties prenantes** (quel est le périmètre du collectif ?)
- **Les moyens sont souvent insuffisants ou inadaptés**, il est difficile de fixer des critères d'évaluation, il y a un déficit de culture de l'évaluation dans les collectivités.

#### LES PISTES DE SOLUTION :

- **Fixer le cadre de la participation avec toutes les parties prenantes** ; définir des objectifs partagés ; organiser le débat avec des règles claires.
- **Fixer des critères d'évaluation avec l'ensemble des parties prenantes** (un questionnaire peut être utilisé pour comprendre les attentes de chacun·e).
- La démarche peut être **améliorée en continu avec le partage d'expérience**.



### ■ IMPLIQUER L'ADMINISTRATION ET LES DÉCIDEUR·EUSE·S, DONNER UNE PLACE AUX CITOYEN·NE·S

Pour que les résultats soient appropriés par tou·te·s ceux et celles que cela concerne, il est **utile de les impliquer**, d'une façon ou d'une autre, dans le processus d'évaluation.

### LES DIFFICULTÉS :

- De quels citoyen·ne·s parle-t-on ? De quels services de l'administration ?
- **La crainte d'être jugé·e** peut expliquer les réticences des élu·e·s et des services.
- **Le temps que cela demande**, notamment pour les citoyen·ne·s qui s'y impliquent bénévolement.
- **Faire accepter la présence de citoyen·ne·s** dans l'évaluation.
- **Comment faire et à quel moment ?**

### LES PISTES DE SOLUTION :

- **Il y a des méthodes** pour impliquer les citoyen·ne·s dans l'évaluation.
- **Impliquer tout au long** de la démarche.
- **Communiquer pour rassurer** : ce ne sont pas les personnes qui sont évaluées mais les démarches de participation ; une évaluation, ce n'est pas un audit ou un contrôle mais une opportunité de mieux faire ; valoriser les avancées, les éléments positifs ; montrer aux citoyen·ne·s l'intérêt pour eux·elles de participer en montrant à quoi peut servir l'évaluation ; dire à chacun·e que sa contribution est importante.



## ■ DIFFUSER LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION POUR FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES

**Evaluer, cela ne sert à rien si les résultats ne sont pas analysés, partagés et enfin suivis de changements concrets** dans la mise en œuvre des politiques participatives.

### LES DIFFICULTÉS :

- **Accepter les critiques** vis-à-vis de ses actions pour en tirer des enseignements.
- Les résultats de l'évaluation doivent être **compréhensibles pour le grand public**.
- **A qui diffuser ?** Se pose la question des destinataires des résultats de l'évaluation.
- Un risque est celui d'**une sur-sollicitation** et de l'**essoufflement des participant·e·s**.
- Comment faire pour que les résultats soient réellement intégrés et appropriés ?

### LES PISTES DE SOLUTION :

- **Valoriser les éléments positifs**, prendre en compte les retours des parties prenantes.
- **Annoncer et prévoir l'évaluation dès le lancement** du projet.
- **Adapter et varier les moyens de diffusion**.
- Identifier ce qu'on cherche à faire évoluer et **aller jusqu'à un plan d'actions**.



## ■ QU'EST-CE QU'UNE DÉMOCRATIE « QUI FONCTIONNE BIEN » DANS UN TERRITOIRE ?

Au-delà de l'évaluation d'un dispositif participatif particulier, **est-il possible de qualifier un territoire « démocratique »** ? Quels critères mobiliser ?

### 1. TRANSPARENCE & COMMUNICATION

- Outils, méthodes et créativité pour **une communication efficace et à double sens** (vers le·la citoyen·ne et depuis le·la citoyen·ne).
- **Transparence des décisions et des actions** menées par la collectivité ET par les autres acteurs et actrices du territoire.
- L'objectif : **les habitant·e·s du territoire comprennent les enjeux** et savent ce qu'il se passe.

### 2. POUVOIR PARTICIPER AUX DÉCISIONS ET AUX ACTIONS

- **Un sentiment partagé** : les habitant·e·s se sentent écouté·e·s et entendu·e·s.
- **Diversité** : toutes et tous ont des opportunités réelles de participer (quel que soit leur réalité, leur culture, leur niveau social, etc.)
- **Nombre** : beaucoup de gens participent et s'impliquent réellement autant dans les prises de décisions que dans les projets du territoire.

### 3. SUIVI ET ÉVALUATION

- **Utilité** : les citoyen·ne·s doivent pouvoir percevoir ce qui bouge, ce qui évolue, grâce à leur participation.
- **Traçabilité** : les participant·e·s peuvent suivre leurs contributions et savoir ce qu'elles deviennent.
- **Évaluation participative** : les habitant·e·s sont partie-prenante de l'évaluation de ces actions menées sur le territoire.

### 4. MOYENS AFFECTÉS

- De **véritables budgets affectés à la démocratie**, la participation citoyenne et son animation.
- **Moyens humains** pour « aller chercher » les citoyen·ne·s les plus éloigné·e·s, via leurs codes.
- De la participation pas uniquement sur ce qui est consensuel, mais aussi (et surtout) sur **les sujets « à enjeux » et clivants**.
- Une collectivité qui **dépasse le réglementaire et innove** dans le champ démocratique.

## 5. DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

- Des **taux de participation aux élections à un bon niveau** et croissants (peu d'absentéisme).
- Des **élu·e·s qui savent laisser leur place** et ne pas cumuler.
- Une **confiance qui se sent...** et une défiance en baisse.

## 6. POSTURE COOPÉRATIVE

- Des institutions qui acceptent et savent **gérer les désaccords et les controverses**.
- Des collectivités qui **animent les dynamiques territoriales**, dans une logique de partenariat.
- Une **fluidité des échanges** entre citoyen·ne·s, collectivités, associations, acteurs et actrices économiques.
- Des **espaces et procédures clairs** pour gérer les conflits.
- Du « **multi-acteur·rices** » (élu·e·s, agent·e·s, corps intermédiaires, citoyen·ne·s) et du « **multi-échelles** » (commune, intercommunalité, département, région, état, international...).

